

AKELYS

Commissaire aux Comptes
19, avenue de Messine

75 008 PARIS

PIERRE GODET

Commissaire aux Comptes
6, rue Bucourt

92 210 SAINT CLOUD

@COM.MCP AUDIT

Commissaire aux Comptes
73, rue de St Mandrier – ZA La
Millonne Parc de l'Arboretum A2
83 140 SIX-FOURS

SA GROUPE CARNIVOR

Siège social : Maison de la Boucherie - Quartier Lagoubran
83 200 TOULON

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2020

Société Anonyme au capital 8 964 246 €.

R.C.S : TOULON 394 275 028

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2020

A l'assemblée générale de la société SA GROUPE CARNIVOR,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société anonyme SA GROUPE CARNIVOR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « informations générales complémentaires » de l'annexe des comptes annuels concernant le contrôle URSSAF sur la période 2016, 2017 et 2018.

4. Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir.

Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

La note « Engagements financiers » de l'annexe expose la liste des engagements financiers donnés par la société à ses filiales. Nous avons vérifié l'exhaustivité et la réalité des engagements mentionnés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise du conseil de surveillance des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous vous signalons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce ne figure pas dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de l'existence dans ce rapport des informations requises.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

7. Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris et Six Fours, le 11 juin 2021

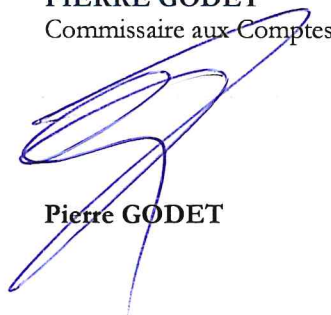
Les commissaires aux comptes

AKELYS
Commissaire aux Comptes



Philippe FERRAND

PIERRE GODET
Commissaire aux Comptes



Pierre GODET

@COM.MCP AUDIT
Commissaire aux Comptes



Marie-Claire PASTOUREAU

Annexe

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2020

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2020 12			Exercice N-1 31/12/2019 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	140 344	136 783	3 561	3 123	438	14.01
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	313 840	257 663	56 177	58 571	2 394	4.09
	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	1 187 799	967 620	220 179	189 398	30 781	16.25
	Immobilisations en cours	4 350 000		4 350 000	4 260 838	89 162	2.09
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	18 871 774	4 875	18 866 899	16 366 899	2 500 000	15.27
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	1 000		1 000	3 000	2 000	66.67
	Autres immobilisations financières	14 034		14 034	13 889	145	1.05
Total II		24 878 790	1 366 940	23 511 850	20 895 718	2 616 132	12.52
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes	225 408		225 408	220 000	5 408	2.46
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	6 022 617		6 022 617	4 736 110	1 286 507	27.16
	Autres créances	18 947 514		18 947 514	13 161 903	5 785 611	43.96
	Capital souscrit - appelé, non versé						
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	4 037		4 037	682	3 355	491.92
	Charges constatées d'avance (3)	12 468		12 468	14 105	1 636	11.60
	Total III	25 212 044		25 212 044	18 132 800	7 079 244	39.04
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		50 090 834	1 366 940	48 723 894	39 028 517	9 695 376	24.84

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

1 000

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 8 964 246)	8 964 246	8 964 246		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	17 379	17 379		
	Ecart de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale	999 375	999 375		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	4 224 963	3 286 262	938 701	28.56
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	730 885	938 701	207 815	22.14
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	14 936 848	14 205 963	730 885	5.14
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques		52 708	52 708	100.00
	Provisions pour charges				
	Total III		52 708	52 708	100.00
DETTES (I)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	68 392		68 392	
	Concours bancaires courants	948 027	461 834	486 193	105.27
	Emprunts et dettes financières diverses	29 533 490	19 467 007	10 066 482	51.71
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	657 480	553 334	104 146	18.82
	Dettes fiscales et sociales	2 489 333	4 126 751	1 637 418	39.68
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	90 324	159 915	69 591	43.52
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (I)		1 005	1 005	100.00
	Total IV	33 787 045	24 769 846	9 017 199	36.40
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	48 723 894	39 028 517	9 695 376	24.84

(I) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

33 732 755 24 769 846

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2020 12			Exercice N-1 31/12/2019 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de biens						
Production vendue de services	2 032 333		2 032 333	1 996 739	35 594	1.78
Chiffre d'affaires NET	2 032 333		2 032 333	1 996 739	35 594	1.78
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			64 989	20 717	44 272	213.70
Autres produits			15	17	2	13.25
Total des Produits d'exploitation (I)			2 097 337	2 017 473	79 864	3.96
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			1 058 565	919 182	139 383	15.16
Impôts, taxes et versements assimilés			64 204	115 970	51 766	44.64
Salaires et traitements			1 236 216	1 193 824	42 392	3.55
Charges sociales			539 824	523 258	16 566	3.17
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			75 783	59 006	16 776	28.43
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Autres charges			6 226	7 102	876	12.33
Total des Charges d'exploitation (II)			2 980 818	2 818 342	162 476	5.76
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			883 481	800 869	82 612	10.32
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2020 12	31/12/2019 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)	1 198 628	1 999 750	801 122	40.06
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	82 270	96 854	14 584	15.06
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	1 280 898	2 096 604	815 706	38.91
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	303 756	301 934	1 822	0.60
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	303 756	301 934	1 822	0.60
2. Résultat financier (V-VI)	977 142	1 794 669	817 527	45.55
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	93 661	993 801	900 139	90.58
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	50 270	14 324	35 946	250.95
Produits exceptionnels sur opérations en capital	59 299	1 833	57 466	NS
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Total VII	109 569	16 157	93 412	578.14
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	79 599	518 508	438 909	84.65
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	43 105		43 105	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	122 703	518 508	395 805	76.34
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	13 134	502 351	489 217	97.39
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	650 358	447 251	203 107	45.41
Total des produits (I+III+V+VII)	3 487 804	4 130 234	642 430	15.55
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	2 756 919	3 191 533	434 614	13.62
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	730 885	938 701	207 815	22.14

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

44 862 69 205
1 280 753 2 096 461
240 349 183 891
SA GROUPE CARNIVOR

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 48 723 893.68 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 2 032 332.70 Euros et dégageant un bénéfice de 730 885.33 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les cautions solidaires et autorisations du Conseil de Surveillance :

La SA GROUPE CARNIVOR, après autorisation du Conseil de Surveillance, s'est portée caution solidaire aux profits de plusieurs organismes bancaires, pour plusieurs de ses filiales, à savoir :

Sur les emprunts :

- Le 28 Janvier 2020 à 15 heures, au profit du Crédit Agricole Centre Est, pour sa filiale indirecte la SAS CAB, filiale indirecte de la SA GROUPE CARNIVOR, à hauteur de 1 000K€, au titre de deux emprunts finançant le matériel pour l'aménagement et le gros oeuvre.
- Le 26 Février 2020 à 10 heures, au profit du CIC LYONNAISE DE BANQUE, pour sa filiale la SCI PACA IMMO, à hauteur de 10 000 K€, au titre d'un emprunt finançant l'acquisition des installations photovoltaïques auprès de sa sœur la SAS SAPRIMEX.
- Le 10 Avril 2020 à 11 heures, au profit de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes, pour sa filiale indirecte la SAS TROPAL VIANDES, filiale indirecte de la SA GROUPE CARNIVOR, à hauteur de 150 K€, au titre de deux emprunts finançant l'aménagement des bâtiments suite à l'extension.
- Le 22 Avril 2020 à 10 heures, au profit de la Caisse d'Epargne, pour sa filiale indirecte la SAS CAB, filiale indirecte de la SA GROUPE CARNIVOR, à hauteur de 835 K€, au titre de deux emprunts finançant l'extension des bâtiments ainsi que l'aménagement.
- Le 12 Juin 2020 à 10 heures, au profit de la BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE COMTE, pour sa filiale indirecte la SAS CAB, filiale indirecte de la SA GROUPE CARNIVOR, à hauteur de 1 000 K€, au titre de deux emprunts.

Sur les enveloppes globales de crédit à moyen terme :

- Le 07 Janvier 2020, la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire au profit du CA PACA à hauteur de 1 300 K€ pour ses filiales SARL CARNIVAR et SAS

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

SAPRIMEX au titre d'une ligne de trésorerie accordée pour 650 K€ chacune. Cette caution vient en remplacement de la caution initiale du 27 Octobre 2015 qui portait sur un montant global de 1 000 K€.

- Le 18 Juin 2020, la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire au profit de CM LEASING à hauteur de 592 K€ pour sa filiale SARL CARNIVAR au titre d'un contrat de crédit-bail.

- Le 24 Septembre 2020 à 11 heures, au profit de la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES, pour ses filiales indirectes la SAS VIANDES DE CORREZE et la SAS VIANDES DU PERIGORD, à hauteur de 175 K€ pour chacune des filiales, au titre de ligne de découvert.

- Le 24 Septembre 2020 à 12 heures, au profit de la BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE COMTE, pour ses filiales indirectes la SAS VIANDES DE CORREZE et la SAS VIANDES DU PERIGORD, à hauteur de 330 K€ pour chacune des filiales, au titre de ligne de découvert.

- Le 29 Septembre 2020 à 11 heures, au profit de la CAISSE D'EPARGNE RHONE ALPES, pour ses filiales indirectes la SAS VIANDES DE CORREZE et la SAS VIANDES DU PERIGORD, à hauteur de 340 K€ pour chacune des filiales, au titre de ligne de découvert.

Les autorisations sur conventions de prestations de service et sur opérations commerciales:

- Le 6 Avril 2020 à 8 heures : la facturation d'honoraires sur prestations de services inférieure à celle prévue initialement à la convention, et ce, dans le but de soutenir ses filiales dans un contexte économique difficile. Les montants facturés en 2019 aux sociétés SARL CARNIVAR et SAS SAPRIMEX ont donc été respectivement de 295 K€ H.T. et 0 K€ H.T. au lieu de 860 K€ H.T. et 506 K€ H.T.

- La facturation d'honoraires complémentaires d'un montant de 1 547 K€, à la SARL CARNIVAR, dans le cadre de l'accompagnement à la négociation de l'indemnité d'éviction du magasin de LA SEYNE et AUBAGNE.

- le 6 Avril 2020 à 10 heures :

- la ristourne accordée en 2019 sur les loyers par la SCI PACA IMMO à la SARL CARNIVAR pour les sites de Aubagne et Vitrolles d'un montant total de 96 K€ H.T.

- la ristourne accordée en 2019 sur les loyers par la SCI PACA IMMO à la SAS SAPRIMEX pour le site de Toulon d'un montant total de 37 K€ H.T.

Actionnariat - participations:

La SA GROUPE CARNIVOR, a pris en septembre 2020 une participation à hauteur de 100 % dans la SAS TRHEA au capital de 2 500 K€, société constituée en août 2020, cette dernière détient :

1- à 100 % les sociétés suivantes :

- la SAS LES ATELIERS
- la SAS LES BOUCHERIES MERIDIONALES

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

- la SAS LES BOUCHERIES PERIGOURDINES
- la SAS PEDAVIA
- la SAS VIANDES DE CORREZE, qui elle-même détient à 100 % la SAS SOCIETE D'ABATTAGE DE BRIVE
- la SAS VIANDES DU PERIGORD-AVLP, qui elle-même détient à 100 % la SAS ABATTAGES DE THIVIERS

2- à 99 % la SCI JASTRES

La SA GROUPE CARNIVOR, a pris une participation :

Dans une optique de croissance externe, GROUPE CARNIVOR par l'intermédiaire de sa filiale la SAS TRHEA, nouvellement créée, a acquis dans le courant du mois de septembre 2020 les fonds de commerce dans le cadre de la liquidation du GROUPE ARCADIE DISTRIBUTION. Par la même occasion, elle a racheté 100% des actions de la société PEDAVIA. Le coût total de l'opération s'est élevé à : 3 593 K€.

Les organes de directions :

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 Mai 2020 qui a voté la modification de la limite d'âge pour exercer les fonctions de membres du Directoire ainsi que pour exercer les fonctions de membres du Conseil de Surveillance ; et la modification corrélative des statuts, le Conseil de Surveillance s'est réuni. Ce dernier a constaté à l'unanimité la démission, à compter du 05 Juillet 2019, de Monsieur René IMBERT, en raison de l'atteinte de la limite d'âge, de ses fonctions de Membre et Président du Directoire. Par ailleurs, ce dernier a également proposé de nommer en tant que Membre et Président du Directoire Monsieur René IMBERT, lequel a accepté lesdites fonctions.

Le Conseil de Surveillance a également décidé à l'unanimité que l'intégralité des actes passés par Monsieur René IMBERT au nom de la Société depuis le 05 Juillet 2019 jusqu'au 20 Mai 2020 étaient intégralement repris par la Société de telle sorte que la Société devait être considérée comme pleinement tenue par les engagements pris au titre de ces actes.

Les Conseils de Surveillance statuant sur les rapports trimestriels du directoire :

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 07 Janvier 2020, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 09 Janvier 2020.

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 7 Avril 2020, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 09 Avril 2020.

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 7 Juillet 2020, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 9 Juillet 2020.

Le conseil de surveillance examinant les comptes sociaux et les comptes consolidés :

Ce dernier s'est tenu le Jeudi 27 Août 2020.

Les autres conventions :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Le 31 Janvier 2020 à 15h30, le Conseil de Surveillance a réexaminé et approuvé les conventions autorisées antérieures à 2019 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2019

Conséquences de l'événement Covid-19 : IMPACT SIGNIFICATIF

Les activités ont commencé à être affectées par la COVID-19 à la fin du premier trimestre 2020. Afin de faire face à cette crise sanitaire, nous avons mis en place des protocoles pour nos établissements industriels, commerciaux et à usage de bureau ; soit pour tous les établissements qui emploient du personnel et qui reçoivent du public.

Notre Groupe s'attend à un impact sur ses états financiers en 2020 qu'il n'est pas possible de jauger considérant les incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise.

Cependant la clientèle de notre filiale la société SUP VIANDES étant composée principalement de restaurateurs et d'hôtels, cette dernière a donc été fortement impactée par la crise sanitaire COVID-19, l'obligeant ainsi à suspendre son activité depuis le 17 mars 2020 jusqu'au 31 mai 2020.

Malgré cette fermeture, les équipes mettent tout en œuvre pour maintenir une rentabilité suffisante sur l'année 2020.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les cautions solidaires :

La SA GROUPE CARNIVOR, après autorisation du Conseil de Surveillance, s'est portée caution solidaire au profit :

Sur les emprunts :

- Le 06 Avril 2021, à 10 heures, au profit de la banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, pour sa filiale directe la SAS T'RHEA, à hauteur de 3 020 K€, au titre d'un

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

emprunt finançant l'acquisition des actions COVILIM (se substituant à la SAS SAPRIMEX).

Sur les enveloppes globales de crédit à moyen terme :

- Le 05 Janvier 2021, la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire au profit de la Société Générale à hauteur de 1 000 K€ pour sa filiale SAS SAPRIMEX au titre d'une ligne de trésorerie.

- Le 02 Février 2021, la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire au profit de la Société Générale à hauteur de 1 000 K€ pour sa filiale SARL CARNIVAR au titre d'une ligne de trésorerie.

- Le 03 mai 2021, la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire au profit de la Caisse d'Epargne LEASE à hauteur de 721 K€ pour sa filiale SAS SAPRIMEX au titre d'une ligne de crédit-bail.

Sur un bail commercial :

- Le 03 mars 2021, la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire au profit du bailleur SCPI NOTAPIERRE, au titre d'un bail commercial pour sa filiale la SAS T'RHEA, pour un montant de 47 K€.

Les autorisations sur conventions de prestations de service et sur opérations commerciales:

- Le 06 Avril 2021, à 8 heures : la facturation d'honoraires sur prestations de services inférieure à celle prévue initialement à la convention, et ce, dans le but de soutenir ses filiales dans un contexte économique difficile. Les montants facturés en 2020 aux sociétés SARL CARNIVAR et SAS SAPRIMEX ont donc été respectivement de 281 K€ H.T. et 0 K€ H.T. au lieu de 858 K€ H.T. et 528 K€ H.T.

- La facturation d'honoraires complémentaires d'un montant de 600 K€, à la SCI PACA IMMO, dans le cadre de l'accompagnement sur l'acquisition du photovoltaïque.

- La facturation d'honoraires complémentaires d'un montant de 1 000 K€, à la SAS SAPRIMEX, dans le cadre de l'accompagnement sur la cession du photovoltaïque.

- le 6 Avril 2020 à 10 heures 30 :

- la ristourne accordée en 2020 sur les loyers par la SCI PACA IMMO à la SARL CARNIVAR pour le site de Vitrolles d'un montant total de 56 K€ H.T.

- la ristourne accordée en 2020 sur les loyers par la SCI PACA IMMO à la SAS SAPRIMEX pour le site de Toulon d'un montant total de 38 K€ H.T.

Les Conseils de Surveillance statuant sur les rapports trimestriels du directoire :

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 05 Janvier 2021, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 7 Janvier 2021.

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 6 Avril 2021, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 08 Avril 2021.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Les autres conventions :

Le 29 Janvier 2021 à 15h30, le Conseil de Surveillance a réexaminé et approuvé les conventions autorisées antérieures à 2020 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2020.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes:

- Continuité de l'exploitation,
 - Indépendance des exercices,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

En matière de traitement des actifs immobilisés, aucune catégorie d'immobilisation n'a été décomposée. Les durées d'amortissement retenues reflètent la durée d'utilisation. Par ailleurs, conformément à l'article L-12-13, alinéa 3 du Code de Commerce, confirmé par l'avis CU-CNCC N°2000-A, la société fournit les informations relatives aux engagements de retraite et avantages similaires dans le développement de l'annexe. Elle s'abstient de comptabiliser une provision correspondant à ces engagements.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale constitué des sociétés BOUSSARD NORD SCI, BOUSSARD SUD SCI, CARNISOLAIRE SARL, CARNIVAR SARL, DE LA CHAPELETTE SCI, DE MONNET SARL, PACA IMMO SCI, PACA IMMO CONSTRUCTION SARL, COVILIM SAS, SAPRIMEX SAS, SEP SAS.

En application des dispositions de l'article 233 A du CGI, la société Groupe Carnivor, tête de groupe, s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés. A l'exception de la tête de groupe, les modalités de répartition de l'IS sont telles que les charges et crédits d'impôts ont été comptabilisés dans chaque filiale du groupe comme en l'absence d'intégration : les comptes des sociétés au niveau des résultats et des capitaux propres sont identiques à ceux qu'ils auraient été en l'absence l'intégration.

Au 31/12/2019, la provision pour risque URSSAF chez les sociétés CARNIVAR et SAPRIMEX portant sur les périodes contrôlées 2012-2013-2014, s'élèvent respectivement à 326 K€ et 204 K€ ; tenant compte de la procédure actuelle.

Concernant SAPRIMEX, la procédure contentieuse est toujours en cours avec l'URSSAF Bouches du Rhône. Le montant principal est de 1 584 K€. Nous sommes actuellement en transaction nous conduisant à décider de ne pas provisionner ce risque en concertation avec nos conseils juridiques.

Concernant la SA Groupe CARNIVOR, une procédure est en cours avec l'URSSAF au titre du redressement d'assiette effectué en 2019 portant sur les années 2016 à 2018. Les sommes sollicitées s'élèvent à 300K€. Compte tenu de la situation liée à la crise sanitaire, il n'y a pas de date de convocation devant la CRA. En concertation avec nos conseils juridiques, aucune provision n'a été constituée.

La procédure contentieuse fiscale frappant la SCI BOUSSARD SUD est toujours en cours.

Elle porte sur le contrôle fiscal relatif à la TVA sur la période du 1er Janvier 2014 au 30 Septembre 2016. Au titre de ce contrôle, la somme de 125 K€ a été provisionnée au 31/12/2017 et est maintenue au 31/12/2020.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	3 002				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	8 394				
Instal.générales agenc.aménag.divers	18 853				
Matériel de transport	30 246				
Matériel de bureau informatique mobilier	15 034	254			
TOTAL	72 527	254			
TOTAL GENERAL	75 529	254			

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	52 708		52 708		
TOTAL	52 708		52 708		

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur titres de participation	4 875				4 875
TOTAL	4 875				4 875
TOTAL GENERAL	57 583		52 708		4 875
Dont dotations et reprises d'exploitation			52 708		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	1 000	1 000	
Autres immobilisations financières	14 034	0	14 034
Autres créances clients	6 022 617	6 022 617	
Personnel et comptes rattachés	28 140	28 140	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 064	7 064	
Impôts sur les bénéfices	590 503	590 503	
Taxe sur la valeur ajoutée	135 442	135 442	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	9 100	9 100	
Groupe et associés	17 947 948	17 947 948	
Débiteurs divers	229 316	229 316	
Charges constatées d'avance	12 468	12 468	
TOTAL	24 997 633	24 983 599	14 034
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	2 000		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	948 037	948 037		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	68 382	14 092	54 290	
Fournisseurs et comptes rattachés	657 480	657 480		
Personnel et comptes rattachés	146 232	146 232		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	439 077	439 077		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 806 494	1 806 494		
Autres impôts taxes et assimilés	97 530	97 530		
Groupe et associés	29 533 490	29 533 490		
Autres dettes	90 324	90 324		
TOTAL	33 787 045	33 732 755	54 290	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	71 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 618			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
ACTIONS ORDINAIRES	3.8112	2 352 064			2 352 064

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise à savoir :

	Valeurs	Taux d'amortissement
LOGICIELS	140 344	100.00

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
Suite à la mise en oeuvre des normes IFRS, en matière de traitement des actifs immobilisés, il est appliqué la décomposition des immobilisations. Les durées des amortissements retenues reflètent la durée d'utilisation de chaque immobilisation affectée à un ensemble immobilier.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	linéaire	10 ans
Agencements et aménagements	linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	linéaire et dégressif	3 à 10 ans
Mobilier	linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.
Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Lorsque la valeur d'inventaire des participations est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable réévalué, de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de l'utilité de la participation pour l'entreprise. L'estimation de la valeur d'inventaire peut donc justifier le maintien d'une valeur nette supérieure à la quote-part de l'actif net comptable.

Créances immobilisées

(PCG Art. 831-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.
Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art 831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	49 608
Total	49 608

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	17 727
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 783
Dettes fiscales et sociales	254 339
Autres dettes	2 168
Total	319 017

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	12 468
Total	12 468

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Eléments relevant de plusieurs postes au bilan

(Code du Commerce Art. R 123-181)

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par un effet de commerce
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Participations	18 767 774	104 000	
Créances clients et comptes rattachés	6 022 617		
Autres créances	15 042 068	3 072 034	
Emprunts et dettes financières diverses	25 283 489	4 250 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	466 344		

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
PRESTATIONS DE SERVICES	2 032 333
Total	2 032 333

Répartition par secteur géographique	Montant
VAR	2 032 333
Total	2 032 333

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	12
Agents de maîtrise et techniciens	7
Employés	9
Total	28

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

	Charges financières	Produits financiers
Total	303 756	1 280 898
Dont entreprises liées	240 349	1 280 752

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	93 661	362 273
Résultat exceptionnel (hors participation)	13 134	12 656
Résultat comptable (hors participation)	80 527	374 929

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

(PCG Art. 831-2/18 et Art. 832-12)

	Montant
Résultat de l'exercice	730 885
Impôt sur les bénéfices	650 358
Résultat avant impôt	80 527
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires avant impôt	80 527

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 66 700 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 66 700 euros (répartis entre le Cabinet Akelys 33 000 euros et @COM.MCP AUDIT 33 700 euros)
- honoraires facturés au titre des services autres que la certification des comptes (SACC) : Néant

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

NEANT

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements donnés

Avals et cautions	46 988 128
Engagements en matière de pensions	186 659
Autres engagements donnés :	56 495
CREDITS BAILS MOBILIER	56 495
Total (1)	47 231 282
(1) Dont concernant les filiales	32 479 106
(1) Dont concernant les autres entreprises liées	14 752 176

AU TITRE DES EMPRUNTS SOUSCRITS PAR SES FILIALES :

L DIRECTES : pour un total de capital restant dû au 31/12/2020 de :25 161 201€

1- Pour sa filiale la SAS SAPRIMEX, GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire de plusieurs emprunts au profit :

- du CIC Lyonnaise de Banque dont le solde de l'emprunt est de **585 000 euros** au 31.12.2020.
- de la Société Générale dont le solde des emprunts est de **1 383 636 euros** au 31.12.2020.
- de la Banque Populaire Bourgogne Franche Comté dont le solde de l'emprunt est de **3 050 604 euros** au 31/12/2020.
- de la Banque Populaire Aquitaine dont le solde de l'emprunt est de **3 019 888 euros**

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

au 31/12/2020.

2- Pour sa filiale SCI DE LA CHAPELETTE, SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire d'un emprunt au profit :

- de la Société Générale dont le solde des emprunts est de **451 445 euros** au 31.12.2020.
- du LCL dont le solde de l'emprunt est de **1 246 875 euros** au 31.12.2020.

3- Pour sa filiale FERME SOLAIRE DU PORCELET, SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire d'un emprunt au profit :

- de la Société BPI FRANCA (OSEO) dont le solde de l'emprunt est de **588 939 euros** au 31.12.2020.

4- Pour sa filiale la SCI PACA IMMO, SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire de plusieurs emprunts au profit:

- du CIC Lyonnaise de Banque dont le solde des emprunts en cours est de **9 811 538 euros** au 31.12.20.
- de la Société Générale dont le solde des emprunts en cours est de **4 552 707 euros** au 31.12.20.

5- Pour sa filiale SRL CHIARA DUE la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire de plusieurs emprunts au profit :

- de BANCA DI PIACENZA dont le solde total au 31.12.2020 est de: **470 569 euros**.

II-INDIRECTES : pour un total de capital restant dû au 31/12/2020 de : 12 582 391 €

1- Pour sa filiale, la SA PROVENT-SDPR, filiale de la SAS SAPRIMEX au titre de plusieurs emprunts au profit :

- de BANQUE POPULAIRE DES ALPES dont le solde au 31.12.2020 est de: **110 862 euros**.
- du CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE dont le solde au 31.12.2020 est de : **729 766 euros**.
- de la SOCIETE GENERALE dont le solde au 31.12.2020 est de : **101 666 euros**.

2- Pour sa filiale, la SARL DE MONNET LA VILLE, filiale de la SCI PACA IMMO au titre de plusieurs emprunts au profit :

- de CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE dont le solde au 31.12.2020 est de: **1 019 517 euros**.

3- Pour sa filiale, la SCEA LES TREMBLATS, filiale de la SA PROVENT-SDPR au titre :

- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE dont le solde au 31.12.2020 est de: **46 264 euros**.

4- Pour sa filiale, ABATTOIRS DES CRETS, filiale de la SAS SAPRIMEX au titre :

- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE CENTRE EST dont le solde au 31.12.2020 est de: **757 681 euros**.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

- 5- Pour sa filiale, CAB, filiale de la SA SAPRIMEX au titre :
- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE CENTRE EST dont le solde au 31.12.2020 est de: **1 637 537 euros**.
 - d'emprunts auprès de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes dont le solde au 31.12.2020 est de : **154 053 euros**
 - d'emprunts auprès de la Banque Populaire Bourgogne Franche Comté dont le solde au 31.12.2020 est de : **487 061 euros**

- 6- Pour sa filiale, TROPAL, filiale de la SA SAPRIMEX au titre :
- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE CENTRE EST dont le solde au 31.12.2020 est de: **512 762 euros**.

- 7- Pour sa filiale, la SAS CLAIREFONTAINE, filiale de la SCI PACA IMMO au titre:
- d'emprunts auprès de la CAISSE D'EPARGNE COTE D'AZUR dont le solde au 31/12/2020 est de : **7 025 222 euros**.

Le total des cautionnements au titre d'emprunts s'élève donc à : 37 743 592 euros

AU TITRE DE DECOUVERTS BANCAIRES AUTORISES A SES FILIALES :

I-DIRECTES : pour un total de : 7 074 751€

- 1- Pour sa filiale la SAS SAPRIMEX :
- auprès de la Société Générale pour **488 741 euros** au 31.12.2020.
 - auprès de la Caisse d'Epargne pour **1 888 482 euros** au 31.12.2020.
 - auprès du Crédit Agricole pour **648 986 euros** au 31.12.2020.
 - auprès de Natio Crédit Bail pour **2 277 823 euros** au 31.12.2020.
- 2- Pour sa filiale la SARL CARNIVAR:
- auprès de la Société Générale pour **501 024 euros** au 31.12.2020.
 - auprès de la Caisse d'Epargne pour **651 842 euros** au 31.12.2020.
 - auprès du Crédit Agricole pour **617 853 euros** au 31.12.2020.

II- INDIRECTES : pour un total de : 2 169 785 €

- 1- Pour sa filiale la SA PROVENT-SDPR, filiale de la SAS SAPRIMEX:
- auprès de la Société Générale pour **394 364 euros** au 31.12.2020.
 - auprès du Crédit Agricole des Savoie pour **1 210 000 euros** au 31.12.2020.
- 2- Pour sa filiale la SAS VIANDES DE CORREZE, filiale de la SAS T'RHEA :
- auprès de la BPBFC pour **317 059 euros** au 31.12.2020.
 - auprès de la CE Rhône Alpes pour **73 362 euros** au 31.12.2020.
- 3- Pour sa filiale la SAS VIANDES DU PERIGORD, filiale de la SAS T'RHEA:
- auprès de la BP Auvergne Rhône Alpes pour **175 000 euros** au 31.12.2020.

Le total des cautionnements au titre de découverts bancaires s'élève donc à : 9 244 536 euros

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Le solde total des cautionnements solidaires au 31.12.2020 est donc de: 46 988 128 euros

Engagements reçus

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14; PCG Art 531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			109 898	85 600	195 498
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs			9 270	40 060	49 329
- dotations de l'exercice			4 273	17 120	21 393
Total			13 542	57 180	70 722
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs			80 635	42 030	122 665
- exercice			17 470	14 513	31 983
Total			98 105	56 543	154 648
Redevances restant à payer					
- à un an au plus			12 844	11 111	23 955
- entre 1 et 5 ans				7 067	7 067
Total			12 844	18 178	31 021
Valeur résiduelle					
- à un an au plus			1 099	7 900	8 999
- entre 1 et 5 ans				16 474	16 474
Total			1 099	24 374	25 473

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Compte tenu des versements effectués auprès de ACM vie assurances depuis 2007 qui totalisent la somme de 160 000 €, le total de la réserve disponible pour les engagements de retraite s'élève à 200 985 € qui se détaille comme suit :

- versements: 160 000 €
- cotisation 1,5% : 2 400 €
- intérêts nets: 43 385 €

Les droits acquis au 31.12.2020 sont de 387 644 € charges comprises dont cadres 281 201 € et non cadres 106 443 €.

Par conséquent, l'engagement au 31.12.2020 est de 186 659 €.

Les droits acquis tiennent compte des paramètres suivants et ont été calculés par notre prestataire la société ACM vie assurance.

1/ Le salaire de référence : le salaire mensuel représente 1/12ème du salaire annuel indiqué.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

- 2/ Le taux de revalorisation annuel de salaire : le taux de revalorisation utilisé à partir de 2021 est de : 0%
- 3/ L'âge de départ en retraite : 62 ans
- 4/ La table de mortalité : la probabilité de décès est déterminée à partir de la table de mortalité réglementaire TF 00-02
- 5/ La probabilité de sortie de l'entreprise : le taux de rotation utilisé est de : 0,22%
- 6/ Le taux de capitalisation nets de frais :
- * 1,00% dans une première hypothèse
 - * 2,00% dans une deuxième hypothèse
- 7/ Le taux d'actualisation : 0,60 %

Accroissements et allègements dette future d'impôt

(PCG Art. 831-2/19, Art. 832-12 et Art. 832-13)

Nature des différences temporaires	Montant
Allègements	
Autres :	
- EFFORT CONSTRUCTION	4 684
Total des allègements	4 684

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
GROUPE CARNIVOR	S.A	8 964 246	MAISON DE LA BOUCHERIE 83200 TOULON

Liste des filiales et participations

(Code du Commerce Art. L 233-15; PCG Art. 832-6, 833-6 et 841-6)

S A GROUPE CARNIVOR
83200 TOULON

Page - 27

[illegible]

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- REGULARISATION SOCIAL	5 270	
- REGULARISATION COMPTES COURANTS	45 000	
- CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	59 299	
Total	109 569	
Charges exceptionnelles		
- PENALITES AMENDES FISCALES ET PENALES	58 333	
- REGULARISATION CVAE	11 704	
- SALARIE RUPTURE CONV. INDEMN.LICENC.	9 562	
- VNC ELEMENTS D'ACTIFS CORPORELS CEDES	43 104	
Total	122 703	

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
AVANTAGES EN NATURE LOGEMENT & VOITURE	915
CPAM/ GROUPAMA	10 431
REMB. AGEFOS	935
Total	12 281

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R 225-102)

	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	8 964 246	8 964 246	8 964 246	8 964 246	8 964 246
Nbre des actions ordinaires existantes	2 352 064	2 352 064	2 352 064	2 352 064	2 352 064
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 459 624	2 682 367	1 451 601	1 996 739	2 032 333
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	848 733	1 821 201	370 395	550 456	103 602
Impôts sur les bénéfices	842 312 -	1 053 969 -	417 233 -	447 251 -	650 358 -
Participation des salariés au titre de l'exercice	137 -	60 147	13 668 -		
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 619 869	2 589 903	927 999	938 701	730 885
Résultat distribué	1 881 651	1 881 651	1 881 651	1 881 651	
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0.72	1.20	0.34	0.42	0.32
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1.11	1.10	0.39	0.40	0.31
Dividende distribué à chaque action	0.80	0.80	0.80	0.80	
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	40	30	31	27	28
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 488 760	1 286 415	1 209 392	1 193 824	1 236 216
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	727 151	594 140	559 955	523 258	539 824